



69^e session, Assemblée générale

Dialogue interactif sur la responsabilité de protéger **Interactive Dialogue on Responsibility to Protect**

New York, le 8 septembre 2015

Déclaration prononcée par M. Olivier Zehnder, Représentant permanent adjoint

Monsieur le Président,

Je vous remercie d'avoir pris l'initiative d'organiser cet important débat. La responsabilité de protéger les populations contre les génocides, les crimes contre l'humanité, les crimes de guerre et les nettoyages ethniques est une question qui mérite de notre part une attention soutenue et sans faille. Nous saluons le rapport du Secrétaire général, qui nous a été soumis, et estimons qu'il décrit clairement les défis les plus urgents à venir. Nous souscrivons pleinement aux six priorités identifiées. Par ailleurs, nous tenons également à saluer le travail du Bureau du conseiller spécial pour la prévention du génocide et de la conseillère spéciale pour la responsabilité de protéger. Nous souhaitons que ce bureau puisse tirer parti des efforts plus larges déployés par les Nations Unies en matière d'alerte précoce, notamment pour éviter les violences dans les contextes électoraux. Nous sommes aussi favorables à une institutionnalisation du dialogue dans le domaine de la responsabilité de protéger au sein de l'Assemblée générale.

Monsieur le Président, durant les dix années qui ont suivi le Sommet du millénaire, la communauté internationale a reconnu l'importance cruciale de la protection ; cependant, la persistance des conflits montre qu'il reste des défis majeurs à relever. Nous ne pouvons donc que souscrire aux déclarations du Secrétaire général qui, dans son rapport, affirme que le concept de responsabilité de protéger (R2P) se trouve en réalité à une étape charnière de son évolution. En tant qu'Etats membres, il est temps pour nous mettre davantage l'accent sur la mise en œuvre de la responsabilité de protéger que sur les travaux conceptuels. Il est essentiel que nous poursuivions ensemble nos efforts pour que la notion de « souveraineté en tant que responsabilité » se traduise en actes susceptibles d'avoir un impact sur le terrain.

Monsieur le Président, j'aimerais évoquer brièvement trois domaines qui, à notre sens, présentent un potentiel d'amélioration.

Premièrement, par le biais d'un **Code de Conduite**, les pays membres du groupe ACT (Accountability, Coherence, Transparency) demandent que les membres du Conseil de sécurité, qu'ils soient permanents ou élus, cessent de voter contre les résolutions du Conseil de sécurité qui ont pour objectif de prévenir ou de mettre fin à des génocides, des crimes contre l'humanité ou des crimes de guerre. Les membres d'ACT font actuellement circuler ce Code auprès des Etats membres et les prient de le soutenir formellement. La Suisse encourage tous les Etats membres à faire de même et à y adhérer.

Deuxièmement, il est nécessaire que la **prévention des atrocités de masse devienne un aspect essentiel de la Responsabilité de protéger**, qui figure parmi les six priorités du rapport du Secrétaire général. Les évaluations récentes (*review*) des opérations de paix et de l'architecture de consolidation de la paix proposent un certain nombre d'idées intéressantes qui pourraient notablement renforcer l'efficacité de l'ensemble des opérations menées, de manière à ce qu'elles répondent mieux aux défis des conflits d'aujourd'hui et ouvrent la voie à la paix, à la stabilité et au développement. La Suisse se félicite que dans son rapport, le Groupe indépendant de haut niveau sur les opérations de paix précise que la prévention des conflits armés qui est peut-être l'une des plus grandes responsabilités de la communauté internationale, n'a pas jusqu'ici bénéficié d'une mobilisation suffisante. En outre, l'évaluation de l'architecture de consolidation de la paix met clairement en évidence la nécessité de tels efforts. Ces examens marquent une étape charnière : nous invitons donc les Etats membres à apporter leur soutien au renforcement de la prévention, en contribuant au financement et à l'appui des missions politiques spéciales des Nations Unies. Mettre fin à un conflit coûte beaucoup plus cher que de le prévenir. La prévention des conflits est donc une obligation de tous les Etats et ne doit dépendre ni de considérations politiques, ni d'intérêts étatiques.

Pour conclure, je tiens à évoquer la **Global Alliance Against Mass Atrocity Crimes (GAAMAC)** qui, à nos yeux, reflète parfaitement les priorités 5 et 6 et répond à la première recommandation énoncée dans le par. 73 du rapport du secrétaire général. La Suisse a lancé la GAAMAC en 2013, avec la participation du Bureau des conseillers spéciaux, de plusieurs ONG, et avec le soutien de l'Argentine, de l'Australie, du Danemark, du Costa Rica et de la Tanzanie. Cette initiative constitue un réseau d'Etats inclusif, fonctionnant sur une base volontaire et qui favorise la prévention des atrocités, s'y intéresse ou y travaille activement. Elle a précisément pour but de soutenir les Etats qui souhaitent développer des structures nationales, tout en facilitant l'échange de connaissances et les discussions entre pairs. La première rencontre internationale de la GAAMAC, qui s'est tenue en mars 2014 au Costa Rica, a rassemblé 52 pays. Une deuxième réunion, consacrée à la mise en place concrète d'architectures nationales, est prévue début 2016. Nous espérons vivement que cette initiative contribuera de manière significative aux efforts continus de prévention et encourageons tous les Etats membres à s'y joindre.

Monsieur le Président, le cadre conceptuel de la R2P a beaucoup évolué depuis le Sommet du millénaire. Toutefois, à ce stade, qui constitue une étape charnière, il est temps de passer de la théorie à la pratique.

Monsieur le Président, je vous remercie.

Mr. President,

I thank you for convening this important debate. The responsibility to protect populations from genocide, crimes against humanity, war crimes and ethnic cleansing is a topic that deserves our full and ongoing attention. We welcome the report of the Secretary-General submitted for our consideration and we believe it clearly describes the most pressing challenges ahead. We fully agree with the six priorities it identifies. We would also like to take the opportunity to commend the work of the Office of the Special Advisers on Prevention of Genocide and responsibility to protect, or R2P. We would like to see its expertise drawn upon for the United Nations' broader early warning efforts, including when it comes to averting electoral violence. We also support a more institutionalized dialogue on R2P in the UN General Assembly context.

Mr. President, during the ten years after the Millennium Summit the crucial importance of protection has been recognised on the international level, and yet ongoing conflicts demonstrate that there are still major challenges to overcome. We therefore fully agree with the Secretary General's assessment in the report that the concept of R2P is in fact at a turning point: we, the member states, need to shift our focus away from the conceptual groundwork and towards the practical implementation of the norm. It is vital that we jointly continue to ensure that the notion of "sovereignty as responsibility" is translated into specific action that makes a difference on the ground.

Mr. President, I would like to briefly look at three topics where we believe concrete achievements are possible:

Firstly, the member states of the ACT (Accountability, Coherence, Transparency) group propose a **Code of Conduct** which requires that Security Council members, both permanent and elected, should not vote against Council resolutions aiming to prevent or put an end to genocide, crimes against humanity or war crimes. The ACT members are currently circulating this Code among the member states and asking them to give it their official support. Switzerland encourages all member states to support and adhere to this Code.

Secondly, **we would like to raise the focus on prevention of mass atrocities as a core aspect of R2P**, which was identified as one of the six priorities in the Secretary General's report. The ongoing reviews of peace operations and the peacebuilding architecture offer several interesting ideas that could lead to meaningful changes in order to make peace operations across the spectrum more effective, better able to address the challenges of contemporary conflicts, and pave the way for peace, stability and development. Switzerland very much welcomes the fact that the high-level independent panel on peace operations (HIPPO)'s report mentions that *"the prevention of armed conflict is perhaps the greatest responsibility of the international community and yet it has not been sufficiently invested in"*. The necessity for such prevention efforts is also clearly highlighted in the peacebuilding architecture review. These reviews are a milestone and we invite member states to back undertakings to strengthen prevention, such as supporting the funding and back-stopping arrangements of UN special political missions. The costs of ending a conflict are many times higher than the costs of preventing one. The prevention of conflicts is therefore an obligation of all states and must not be subject to political considerations and state interests.

Finally, the **Global Action Against Mass Atrocity Crimes or GAAMAC initiative**, which we believe perfectly reflects the fifth and sixth priority and follows the first recommendation outlined in paragraph 73 of the Secretary General's report. Switzerland launched GAAMAC in 2013 with the participation of the Office of the Special Advisers, several NGOs and together with Argentina, Australia, Denmark, Costa Rica and Tanzania. This initiative is an inclusive, state-led voluntary network of partners that support, are interested in or are involved in atrocity crimes prevention. In particular its aim is to support states that wish to develop national architectures, favouring knowledge-sharing and peer-to-peer exchanges. The first GAAMAC international meeting, which took place in March 2014 in Costa Rica, brought together 52 countries. A second meeting – focusing on the concrete set-up of national architectures – is planned for early 2016. We very much hope that this initiative will make a significant contribution to ongoing prevention efforts and invite all member states to participate.

Mr. President, the conceptual framework of R2P has come a long way since the Millennium Summit. At this turning point, however, the theory needs to be put into practice.

Thank you, Mr. President.
